



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
DE NORMANDIE**

Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche  
N/Réf. : 2023 - 276

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE PORTANT  
MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION  
Société Brettevillaise de Valorisation  
Commune de Bretteville-sur-Laize**

**LE PRÉFET DU CALVADOS**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I<sup>er</sup>, ses titres I, II et IV du livre II et ses titres I à V du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN en qualité de préfet du Calvados à compter du 27 avril 2022 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 juillet 2022 portant nomination de Madame Florence BESSY en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 mai 2018 modifié autorisant la Société Brettevillaise de Valorisation à procéder à un affouillement et à exploiter une plateforme de valorisation de matériaux inertes sur le territoire de la commune Bretteville-sur-Laize ;
- Vu** le dossier en date du 14 septembre 2022 complété les 15 décembre 2022, 18 janvier et 7 avril 2023 portant à la connaissance du préfet la modification des conditions d'exploitation de l'établissement par l'échange de parcelles voisines et l'adaptation de certaines prescriptions ;
- Vu** l'engagement de l'exploitant en date du 17 octobre 2022 à remettre en état la parcelle cadastrée 40 sous le numéro 40 de la section D pour partie issue de l'emprise de la société des Carrières de la Plaine de Caen ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 mai 2023 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 11 mai 2023 ;
- Vu** l'observation notifiée par l'exploitant à l'inspection par courriel du 11 mai 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant s'est engagé à fournir dès la prise de cet arrêté préfectoral complémentaire le nouvel acte de cautionnement pour la durée d'exploitation par affouillement autorisée ;

**CONSIDÉRANT** qu'un échange de parcelles a été constaté lors de la visite d'inspection de la carrière souterraine voisine de Cintheaux (société des carrières de la plaine de Caen) du 23 septembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant s'est engagé à remettre en état la parcelle cadastrée sous le numéro 40 de la section D dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société Carrière de la Plaine de Caen du 9 janvier 2014 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il importe d'adapter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 mai 2018 par voie d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modifications des conditions d'exploitation n'est pas jugé substantiel ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du demandeur conformément aux dispositions du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'avis émis par l'inspection des installations classées ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture du Calvados,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

Les articles 1, 3, 6, 9, 14, 23.2, 23.3, 32.2, 33, 38 et annexes 1, 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2018 modifié autorisant à procéder à un affouillement et à exploiter une plateforme de valorisation de matériaux inertes sur le territoire de la commune Bretteville-sur-Laize sont modifiés selon les dispositions de l'article 2 du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 :**

#### Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La Société Brettevillaise de Valorisation, dont le siège social est situé ZA des hautes Varendes – 14680 Bretteville-sur-Laize représentée par son Président, est autorisée à procéder à un affouillement sur partie ou la totalité des parcelles suivantes, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté :

Un plan cadastral précise les parcelles concernées en annexe 1 au présent arrêté.

Commune de Bretteville-sur-Laize - Lieu-dit	Numéro	Superficie cadastrale autorisée en m <sup>2</sup>	Superficie actualisée en m <sup>2</sup>	Superficie d'affouillemen t
les Carrières	D 3	50	50	0
	D 40 pp*	86 893	82 288	27 500 m <sup>2</sup>
les Vignons	D 37 pp*	12 165	1 296	0
Total			83 634	27 500 m <sup>2</sup>

\* pp : pour partie

L'autorisation porte sur les activités suivantes :

Rubrique	Désignation	Régime	Description
2510-3	Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes	A	Superficie d'affouillement de 27 500 m <sup>2</sup> avec une hauteur de décaissement de 6,5 m au maximum soit un volume de 96 000 m <sup>3</sup> , soit 192 000 tonnes en vue d'exploiter une plateforme de transit de matériaux. Tonnage annuel maximal : 45 000 t/an  Tonnage moyen : 40 000 t
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.	E	Puissance installée : 1 600 kW  (tonnage annuel de produits élaborés sur le site de 200 000 tonnes en moyenne, et de 250 000 tonnes au maximum)
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	E	Surface : 45 700 m <sup>2</sup>
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	D	Surface : 400 m <sup>2</sup>

\* A = Autorisation ; E = Enregistrement D = Déclaration

Rubrique	Désignation	Régime	Description
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	D	Forage (récépissé du 30 juin 2020)
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : capacité inférieure à 8 m <sup>3</sup> /h	D	Débit de prélèvement inférieur à 8 m <sup>3</sup> /h
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	D	Surface : 83 634 m <sup>2</sup>

\* D = Déclaration

### Article 3 : Durée de l'autorisation d'exploiter un affouillement

L'autorisation pour l'exploitation d'un affouillement visé par la rubrique 2510-3, concerne une extraction par engins mécaniques, hors d'eau, de matériaux de type calcaire, afin d'assurer la mise en place d'une plate-forme de valorisation de matériaux inertes. Elle est accordée pour une durée de **10 ans**, à dater de la notification du présent arrêté.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution de prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

#### Article 6 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé sur deux périodes de 5 ans correspondant à la durée de l'autorisation et repose sur une évaluation détaillée et exhaustive.

Le montant de référence des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de l'affouillement est de :

- 13 608 € TTC à la date de notification du présent arrêté jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières.

Les schémas d'exploitation et de remise en état en annexe 2 et 3 présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant cette période.

#### Article 9 : Modification et cessation d'activités

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Six mois au moins avant la date de fin d'exploitation ou d'expiration de la validité de la présente autorisation, à défaut d'avoir déposé une demande de renouvellement de l'autorisation, l'exploitant adresse au Préfet du Calvados :

1. Une notification de fin d'exploitation qui précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :
  - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
  - les interdictions ou limitations d'accès au site ;
  - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
  - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
2. Un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :
  - Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
  - Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
  - En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
  - Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.

La remise en état de la zone de station de transit antérieurement intégrée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité du 9 janvier 2014 de la société des Carrières de la Plaine de Caen (plan en annexe 3) consiste à régaler une couche de terre d'environ 30 cm issue des merlons et à réaménager une prairie calcicole à partir de semis.

#### Article 14 : Jours et horaires de fonctionnement

L'établissement fonctionne du lundi au vendredi de 6h30 à 18h30 avec un démarrage des installations à compter de 7h.

### Article 23.2 : Prélèvement d'eau

L'eau des locaux provient du réseau public d'adduction en eau potable. L'eau nécessaire à l'abattage des poussières au niveau du concasseur et des pistes, ainsi que celle nécessaire à la centrale et à l'appoint du circuit de lavage de l'installation est prélevée dans des bassins alimentés à partir des eaux de ruissellement et d'un forage présent sur le site.

Le forage est équipé d'un compteur volumique totalisateur. Un débitmètre est installé permettant de limiter le débit de prélèvement à un débit strictement inférieur à 8 m<sup>3</sup>/h.

### Article 23.3 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

#### Description de la gestion des eaux :

Les eaux pluviales sont canalisées le long des pistes en pente et dirigées vers un bassin de collecte aménagé au point bas, après traitement (déboureur et séparateur à hydrocarbures).

L'installation de lavage fonctionne en circuit fermé sans rejet dans le milieu extérieur.

Un appoint est réalisé dans un bassin aménagé au sud-ouest. Ce bassin tampon est alimenté à partir des eaux du bassin de collecte et du forage implanté sur le site.

Le forage alimente également la centrale de valorisation des déblais et les dispositifs d'humidification.

Les installations de scalpage et de concassage-criblage fonctionnent à sec, sans lavage des matériaux. Une cuve d'eau est toutefois présente pour alimenter le dispositif d'aspersion en sortie du concasseur pour l'abattage des poussières.

#### Eaux pluviales :

Les eaux pluviales non polluées tombées sur les aires non imperméabilisées, telles que sur les stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, sont drainés par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas ces fossés. Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.

Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement,... etc, sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement, à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux ainsi recueillies pourront être évacuées via le bassin d'infiltration sous réserve des limites autorisées ci-dessous.

#### ***Valeurs limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées :***

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes.

Ils doivent respecter les caractéristiques et valeurs limites suivantes :

- température > 30°
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Paramètres	Concentration maximale sur une période de 24 heures (mg/l)
MEST	35
DCO	125
Hydrocarbures totaux	5

En ce qui concerne les MEST, la DCO et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double des valeurs admissibles sur 24 heures.

Les mesures sont effectuées par un laboratoire accrédité ou agréé par le Ministère en charge de l'inspection des installations classées. La fréquence des prélèvements et des analyses est au moins

annuelle. En cas de dépassement des valeurs autorisées, l'exploitant analyse le dépassement et en avise l'inspection des installations classées.

#### Eaux usées

Les eaux usées domestiques provenant des installations annexes doivent être évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

#### Article 32.2

La plateforme est décaissée sur une hauteur de 3,5 m en moyenne et 6,5 m au maximum. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau + 96 mètres NGF. L'affouillement est conforme au profil en travers fourni à l'annexe 2.

#### Article 33 : Phasage

Les travaux de décaissement sont réalisés en 2 phases de 5 ans chacune.

Phase 1 jusqu'en mai 2023	SO	Zone	Est-Ouest
		Durée	5 ans
		Surface	12 900 m <sup>2</sup>
		Volume	16 000 m <sup>3</sup>
Phase 2 jusqu'en mai 2028	Etape 1	Zone	Ouest
		Durée	2,5 ans maximum
		Surface	7 300 m <sup>2</sup>
		Volume	40 000 m <sup>3</sup>
	Etape 2	Zone	Est
		Durée	2,5 ans maximum
		Surface	7 300 m <sup>2</sup>
		Volume	40 000 m <sup>3</sup>

#### Article 38 : modalités d'exploitation

Les déchets inertes réceptionnés sur le site sont valorisés dans des unités de concassage, de criblage et de lavage ou au moyen d'une centrale mobile par incorporation de chaux ou de ciment. Ces matières sont stockées dans des silos horizontaux ou verticaux, équipés d'une unité de filtration.

Les déchets inertes non valorisables (refus de criblage) sont évacués vers une installation dûment autorisée.

La durée de stockage des déchets entrants ne doit pas excéder 3 ans.

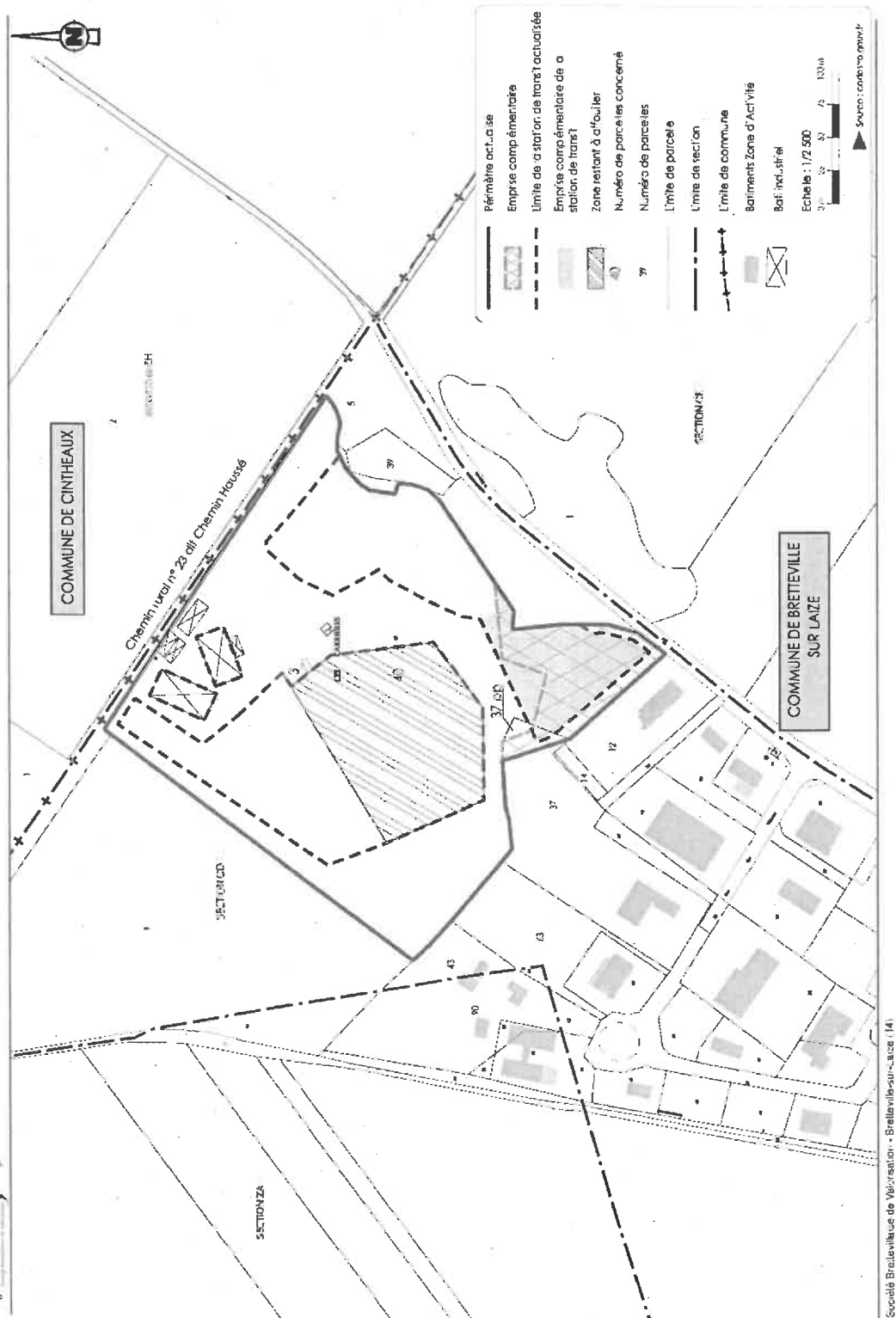
Le stockage de ces déchets inertes ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte-tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. L'exploitant veille à assurer la stabilité physique des stocks, en particulier à éviter les glissements.

Les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits minéraux sont effectuées de façon à réduire autant que possible les envols de poussières.

Les stockages sont protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou sont stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos. Les fillers (éléments fins de 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.

# Annexe 1 plan parcellaire

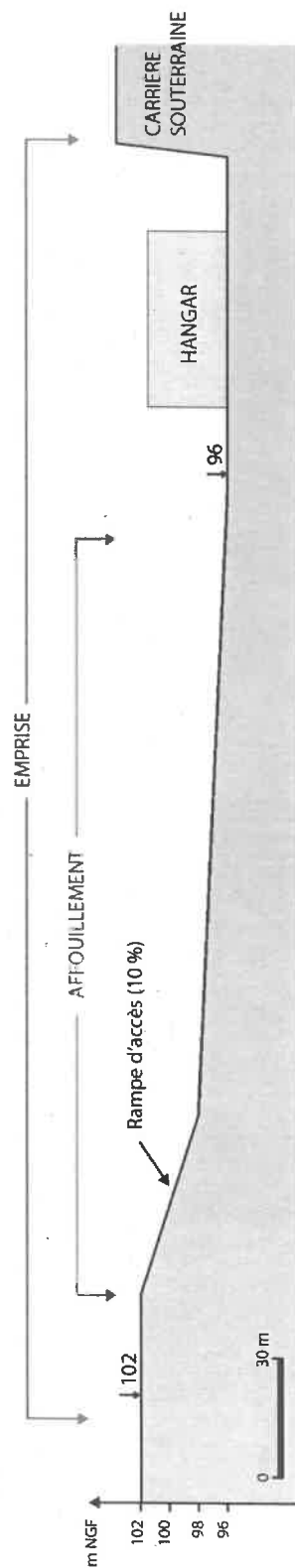
## SBV, PLAN PARCELLAIRE



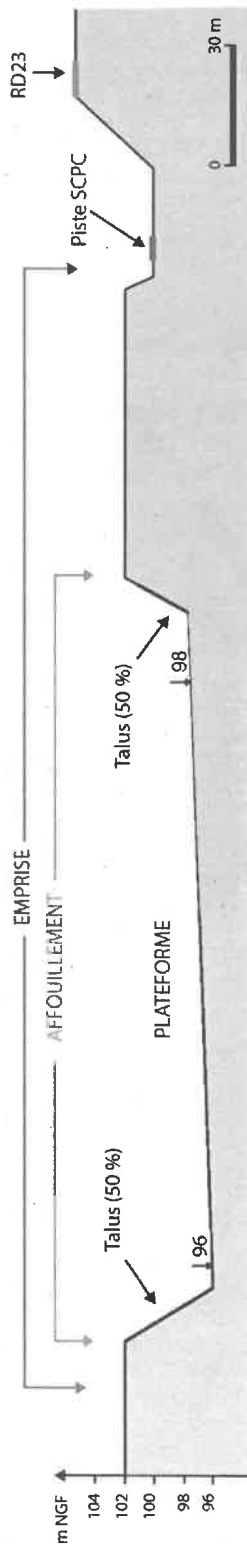
## Annexe 2 : Profil topographique de l'affouillement autorisé

### COUPES TOPOGRAPHIQUES

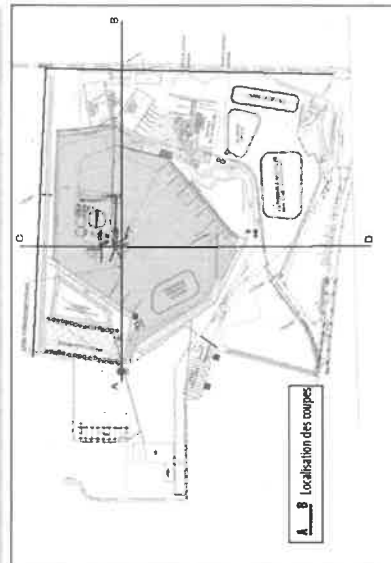
#### COUPE AB - SUD-OUEST / NORD-EST



#### COUPE CD - NORD-OUEST / SUD-EST



### LOCALISATION DES COUPES





[illegible]

Zone Affranchie Huites Vireuses  
1-800 8 PÉTTEVILLE SUR LAIZE  
Tél. 02 31 34 98 98 - Fax 02 31 34 95 14

**Société Brettevillaise de Valorisation**

Commune de Breilleville sur Loire

Estimate: 16200		Page N:	
Order	Qty	Order (to be made)	Order (to be made)
1	1	1	1
2	1	2	2
3	1	3	3
4	1	4	4
5	1	5	5
6	1	6	6
7	1	7	7
8	1	8	8
9	1	9	9
10	1	10	10
11	1	11	11
12	1	12	12
13	1	13	13
14	1	14	14
15	1	15	15
16	1	16	16
17	1	17	17
18	1	18	18
19	1	19	19
20	1	20	20
21	1	21	21
22	1	22	22
23	1	23	23
24	1	24	24
25	1	25	25
26	1	26	26
27	1	27	27
28	1	28	28
29	1	29	29
30	1	30	30
31	1	31	31
32	1	32	32
33	1	33	33
34	1	34	34
35	1	35	35
36	1	36	36
37	1	37	37
38	1	38	38
39	1	39	39
40	1	40	40
41	1	41	41
42	1	42	42
43	1	43	43
44	1	44	44
45	1	45	45
46	1	46	46
47	1	47	47
48	1	48	48
49	1	49	49
50	1	50	50
51	1	51	51
52	1	52	52
53	1	53	53
54	1	54	54
55	1	55	55
56	1	56	56
57	1	57	57
58	1	58	58
59	1	59	59
60	1	60	60
61	1	61	61
62	1	62	62
63	1	63	63
64	1	64	64
65	1	65	65
66	1	66	66
67	1	67	67
68	1	68	68
69	1	69	69
70	1	70	70
71	1	71	71
72	1	72	72
73	1	73	73
74	1	74	74
75	1	75	75
76	1	76	76
77	1	77	77
78	1	78	78
79	1	79	79
80	1	80	80
81	1	81	81
82	1	82	82
83	1	83	83
84	1	84	84
85	1	85	85
86	1	86	86
87	1	87	87
88	1	88	88
89	1	89	89
90	1	90	90
91	1	91	91
92	1	92	92
93	1	93	93
94	1	94	94
95	1	95	95
96	1	96	96
97	1	97	97
98	1	98	98
99	1	99	99
100	1	100	100

**ARTICLE 3 :**

Le reste de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2018 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2018 est sans changement.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Calvados.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° du présent article.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Calvados pendant une durée minimale de quatre mois.

**ARTICLE 6 :** La secrétaire générale de la préfecture du Calvados et le chef de l'unité bi-départementale Calvados-Manche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 23 mai 2023

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale



Florence BESSY

Une copie du présent arrêté est adressée à :

- Monsieur le maire de Bretteville-sur-Laize ;
- Monsieur le directeur de la Société Brettevillaise de Valorisation ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, du logement et de l'aménagement de Normandie ;
- Monsieur le chef de l'unité bi-départementale Calvados-Manche – DREAL Normandie.